

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie
= Swiss journal of sociology

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie

Band: 7 (1981)

Heft: 2

Buchbesprechung: Buchbesprechungen = Bibliographie critique

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 23.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

BUCHBESPRECHUNGEN BIBLIOGRAPHIE CRITIQUE

Quatre études sur la politique sociale et le développement économique — Sismondi

Introduction de Patrick de Laubier, Professeur à l'Université de Genève,
Editions Delta, Vevey, 1981
Frédéric Chevallay, Genève

L'humanité du XIXème siècle, selon Lénine, a créé la philosophie allemande, l'économie politique anglaise et le socialisme français. Et l'on pourrait ajouter aussi la modération suisse à travers les écrits de Sismondi. Mais ce serait le cataloguer d'une façon arbitraire.

Ces quatre études, choisies par le Professeur de Laubier, fournissent les indications historiques, sociologiques et économiques significatives de cette époque. A ce titre, elles sont difficilement critiquables, puisqu'elles apportent sur le plan méthodologique général une possibilité de circonscrire le discours sismondien. De plus, ces études permettent de dégager un fil conducteur dans la recherche d'une approche de l'œuvre entière.

Mais subsiste le problème de compréhension réelle. Car nous ne voudrions en aucun cas classer Sismondi, que ce soit parmi les prémarxistes ou les précurseurs de l'école de Cambridge (Keynes, Robinson, etc.). Nous le considérons dans un ailleurs intellectuel, se démarquant de toutes les idéologies de son époque. Certes, l'influence sur Marx et Engels se révèle par moments possible. Mais, au-delà de toute genèse du socialisme, le début du XIXème siècle n'esquisse-t-il pas une quête anthropologique démesurée ?

Son œuvre s'inscrit entre 1810 et 1840. Un double conflit de classe se manifeste. D'une part, les groupes dirigeants liés aux forces de l'Ancien régime affrontent la bourgeoisie ; l'aristocratie tente de s'opposer à l'évolution économique, de freiner l'essor de la bourgeoisie conquérante ; d'autre part cette dernière, qui voit dès les années 1830-1840 sa puissance économique reconnue sur le plan politique, se heurte à un prolétariat en formation.

La bourgeoisie tout entière pourrait faire sienne l'analyse hégélienne de la propriété : celle-ci appartient à l'essence humaine. En elle l'homme s'extériorise et se retrouve. "Dans le rapport avec les choses extérieures, ce qu'il y a de rationnel, c'est que je possède une propriété." (Hegel) La montée des classes bourgeoises, le conflit entre elles et le prolétariat prennent leur source dans la révolution industrielle. C'est dans ce climat de rupture épistémologique, économique, politique, que Sismondi le premier peut-être essaie de proposer une théorie capable d'alimenter la pensée et l'action.

Sismonde de Sismondi ne serait-il pas le petit-bourgeois du *Manifeste* et de la tradition communiste classique ? Des pensées et des actes guident Sismondi ; Marx le premier, tout en le critiquant, se refuse à le biffer d'un trait de plume de la scène historique et du champ du savoir. "Ce socialisme analyse avec beaucoup de sagacité les contradictions inhérentes au régime de la production moderne. Il mit à nu les

hypocrites apologies des économistes. Il démontra d'une façon irréfutable les effets meurtriers du machinisme.” (Marx, Engels, *Le Manifeste du Parti Communiste*).

Une critique de l'économie politique, science insoucieuse du fait humain, de la vie concrète et réelle des hommes : voici ce qu'offre l'œuvre de Sismondi. Partir des faits économiques, mais les envisager en présupposant le “reniement de l'homme”, constitue des prémisses habituelles de la théorie économique. Elle se présente par conséquent d'emblée comme conception justificatrice et réaliste. L'intervalle entre les deux économistes Malthus, Ricardo d'une part et Sismondi est manifeste. Leur hypothèse dévoila le mécanisme d'un monde, révélation utilisée par la critique marxienne de l'économie politique. Tout au contraire, Sismondi se trouve placé en dehors du système économique. Sa perspective s'appuie sur une éthique. Et, comme Marx, c'est la déshumanisation du travailleur qu'il considère comme un crime. De ce point de vue, même si la filiation des théories se révèle difficile, il existe un certain parallélisme entre les “manuscrits” et la démarche sismondienne.

Les propositions premières du libéralisme, la non-intervention en économie, permettraient de supposer que le concept de prospérité peut être isolé des conditions de vie globale d'une nation. Or, note Sismondi, il ne s'agira que d'une “fausse prospérité”. Une seule classe de la nation sera-t-elle favorisée ? Un seul groupe social participera-t-il à la richesse matérielle ? En d'autres termes, le pauvre deviendra-t-il toujours plus pauvre et le riche plus riche ? Ce serait confondre deux plans, celui des fins et celui des moyens. Or, la richesse devrait être l'instrument du “bonheur de tous”. Elle ne constitue pas une fin en elle-même. La science sociale retrouve sa destinée authentique lorsqu'elle avoue que son seul but est celui du “bonheur de l'homme”. Elle reconnaît alors sa spécificité par rapport au domaine des sciences de la nature. Son champ propre, c'est celui des valeurs. Par ce souci du juste et de l'injuste apparaît la ligne de clivage où l'économie affirme son vrai sens et sa marque propre.

Le rêve de Sismondi se présente somme toute comme celui d'une science économiste-humaniste, œuvrant à l'union du cœur et de la raison. Economie politique et science de gouvernement devraient obéir à l'exigence d'humanisation totale, non seulement à l'impératif de former des élites, mais à celui de faire vivre pleinement et sur tous les plans “la société en son entier”. Et Sismondi d'esquisser ce bonheur universel qui ne prend sa signification réelle que lorsqu'il sort du domaine de la suppression de la souffrance.

Ce que dessine donc par moments Sismondi, c'est le thème d'une richesse devenue humaine, “répandant sur toutes les classes de la société une promesse de bonheur”. Le socialisme marxien jettera l'anathème sur l'argent et la richesse, puissance aliénées de l'humanité. Un tel “ascétisme” fut totalement étranger à la pensée de Sismondi, qui entrevoit une réconciliation entre les classes, une opulence gagnant peu à peu l'univers, hors de la sphère des priviléges : analyse donc résolument “moderniste”, quasi “post-marxiste” pourrait-on dire. L'argent et la prospérité peuvent être alors médiations vers la culture, vers la réalisation totale de l'humain. Ce que Marx refusera, y décelant seulement le symbole des aliénations humaines, Sismondi ne le rejette qu'à travers les excès de la civilisation industrielle naissante. Le problème : “Régler les progrès de la richesse.” Là se mesure l'intervalle entre Sismondi et le penseur révolutionnaire. Contre une économie politique atteinte de cécité dans le domaine de l'homme, et finalement incapable de saisir le mécanisme profond de l'économie, de prévoir les crises, Sismondi s'attache à refaire une science pratiquant l'école de la lucidité.

Sismondi souligne, d'une part, que la valeur créée par l'ouvrier croît continuellement sous l'effet de la progression des sciences et des techniques, d'autre

part que le salaire des travailleurs ne dépasse pas les exigences de la vie biologique. S'inscrit donc l'idée qu'il existe un écart entre la valeur produite et "la valeur de la force de travail". Une pensée voisine affleure chez Sismondi et Marx : une retenue abusive est prélevée sur le travail ouvrier. L'énergie productrice de richesse se voit finalement spoliée puisque le capital retient une partie de la valeur créée. Ainsi, tout ce qui s'engendre au-delà du strict nécessaire, l'ouvrier en est dépouillé. Vol, spoliation organisent le fait économique, enserré dans une pratique où le droit n'occupe guère de place. L'économie politique, comme le système bourgeois de production, est fondée sur la possibilité, pour celui qui possède les instruments de travail, d'abuser de ce privilège. Avec Proudhon, Sismondi s'indigne de cette puissance arbitraire, de ce pouvoir absolu d'un homme sur d'autres hommes. Créer la richesse et n'y point participer, tel est donc le destin, tel est donc le "mal social".

Critique de l'économie, pressentiment du crépuscule probable des sociétés gouvernées par l'anarchie du libéralisme. A travers ces thèmes, Sismondi fournit au socialisme un puissant cadre de pensée.

Mais alors, comment modifier les rapports humains ? Comment œuvrer pour qu'une minorité cesse d'abuser de ses droits ? A la société de tenter d'imprimer le sceau de la justice sur la condition du prolétaire, de faire de la richesse le bien de tous, et du salaire une garantie de survie durant toute l'existence pour "l'homme à gages".

Prendre d'abord en considération le sort de ceux qui accomplissent le travail, les faire participer à la richesse commune, laisser entrevoir ce que serait une civilisation de bonheur, où les classes coexisteraient sans pour cela s'entre-dévorer, ce fut le projet sismondien, davantage prémarxiste par sa critique initiale que par son point d'aboutissement, mais où circule, étrangement, un vent de modernité tel que le lecteur, déconcerté, retrouve la forme de notre époque et celle de ses exigences.

La herencia doctrinal y politica de Karl Marx – Fernando Moreno

Editorial Salesiana, Santiago, Chili, 1979, 271 pages

Marco A. Bordin

L'auteur, dans cet ouvrage, défend l'idée que le marxisme est l'essence doctrinale des expressions totalitaires du socialisme.

Développant des thèses de R. Aron et d'A. Besançon, avec qui il s'accorde sur l'essentiel, F. Moreno applique ces analyses au plan des orientations concrètes.

Selon lui, le socialisme, de la Révolution française à nos jours, a passé d'une incubation au plan de l'idée à la prolifération de ses expressions historiques dans des expériences diverses.

L'auteur trace un tableau de la pensée socialiste des débuts à nos jours et évoque d'abord la pensée socialiste pré-marxiste et son idéal égalitaire (ni riche, ni pauvre) à travers ses principaux penseurs. Proudhon lui paraît le plus important, parce qu'il est le seul ayant vraiment structuré une vision utopique de la vie de la société, de l'égalité, de la justice et de la solidarité compatible avec la liberté. Proudhon considère que, dans la démocratie ouvrière, la politique est le corollaire de l'économique. Sa philosophie du progrès se présente comme le fondement d'une doctrine et d'une politique économiques.

Parlant de "dépassement" marxien, F. Moreno dit que Marx prétend remplacer la réduction "économiste" du socialisme utopique par un matérialisme dialectique radical. L'anarchisme apparaît à Marx comme un "volontarisme" dans la science. La prétention de Marx de dépasser "scientifiquement" le socialisme utopique le conduit à la négation radicale de tout humanisme personneliste. Le sujet réel de

l'histoire est la classe sociale et non la personne individuelle. Marx établit l'utopisme communiste de l'homme nouveau et de la société nouvelle.

L'auteur définit la pensée marxienne comme une "raison séminale" par rapport à la politique de Lénine. Ce dernier rendra opérationnelle la pensée de Marx, de la même manière que Marx a rendu Hegel "praticable". En tant que théorie-praxis, le marxisme est plus une "doctrine" qu'une théorie. A partir de cela nous pouvons comprendre le triomphe de l'idéologie dans "l'Etat idéologique" inauguré en Russie avec la Révolution d'octobre 1917. Lénine gardera une stricte fidélité politique et théorique à Marx. La fidélité en politique apparaît au plan de la relation fins-moyens (la fin : l'utopisme communiste; les moyens : révolution, dictature du prolétariat, collectivisations...). La fidélité, au niveau théorique, va jouer le rôle d'une idéologie justificatrice.

Selon R. Aron "Lénine a pris le pouvoir... au nom d'une utopie et à la recherche d'un modèle". F. Moreno propose une autre idée explicative : la distance entre l'utopie marxienne et la réalité. De cette utopie va naître une politique totalitaire. Cette politique totalitaire se distingue par la structure institutionnelle et la pratique politique visant à diminuer cette distance entre utopie et la réalité. Dans la pratique, le totalitarisme suppose deux instances instrumentales et, d'une certaine manière, une médiation entre l'utopie et la réalité : la "science" (pseudo-science), qui donne une interprétation des situations et des tendances historiques, et le groupe politique propriétaire de la "vérité" qui surveille le pouvoir politique et militaire. L'auteur définit comme totalitarisme la vérité scientifique qui décide de tout.

F. Moreno croit que la raison principale est que le marxisme s'est présenté comme l'unique solution offerte, à la fois scientifique, culturelle, religieuse, politique et morale, à la double "exigence" fondamentale de l'homme : la totalité et la cohérence théorico-pratique, dans un contexte de prise de conscience accélérée aux situations d'injustice sociale. Cette exigence a été exprimée sur le plan religieux par la nécessité "d'unir le ciel et la terre", ainsi que la nécessité d'unir l'exercice de la liberté (dans une conception pas toujours juste du terme "liberté") et celle de l'efficacité économique.

Concernant la méthode marxiste, l'auteur paraphrase Spengler, disant que, dans sa réalisation, le marxisme n'est qu'une bureaucratie autoritaire, qui pour accomplir son idéal, exerce nécessairement la dictature. Autrement dit, un pouvoir terroriste et un pouvoir militaire entraînant l'inégalité entre maîtres et esclaves, comme en Union soviétique.

L'auteur analyse des formes et des expériences spécifiques qui ont caractérisé l'évolution historique du socialisme. Par exemple, le "rejet" du socialisme soviétique à la suite des expériences de Tito, de Mao et de Dubcek. De toute manière, elles ont gardé une fidélité théorique à Karl Marx et au marxisme.

Tito prolonge Lénine au moment de l'instauration du socialisme en Yougoslavie. Il adapte la doctrine marxiste aux conditions nationales spécifiques de son pays en conservant son indépendance. Selon l'auteur, l'expérience yougoslave serait une prolongation de l'esprit de la Commune de Paris, ou plus précisément une voie moyenne entre le prudhonisme et le blanquisme d'un côté et le marxisme de l'autre, l'autogestion venant remplacer l'étatisation. La présence de la dictature du Parti laisse ses marques dans la pratique de la vie politique du pays, comme l'a bien constaté la Ligue internationale des Droits de l'Homme à propos des prisonniers politiques.

Mao Tsétoung disait que le marxisme serait efficace seulement en s'intégrant aux caractéristiques nationales et en s'adaptant à une forme nationale définie. La théorie de Mao sur la révolution chinoise est une interprétation du marxisme-léninisme, faisant référence aux révolutions dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux.

Selon Mao, dans les pays impérialistes, le type classique de révolution est la révolution russe d'octobre. Dans les pays coloniaux, le type classique est la révolution chinoise. En Chine, de la même manière qu'en URSS, le Parti a été l'instrument fondamental qui a conduit à une structuration staliniste de la terreur.

Mao insistait : "renforcer l'Etat et le Parti comme instrument de contrôle et pour écraser les réactionnaires". De toute manière, conclut l'auteur, la Chine de Mao semble à chaque fois plus intéressante et plus inquiétante parce que, en plus du changement de régime, c'est peut-être la tentative historique qui est arrivée le plus loin dans son désir de transformer l'homme.

Dubcek, en Tchécoslovaquie, va essayer un "dépassement" humaniste du "dépassement" marxiste. Il voudrait en effet dépasser le caractère stalinien du système politique, mais la brutale répression soviétique du printemps 1968 mit fin à ce projet.

L'expression "libération des peuples" n'est qu'une conclusion pratique de la conception marxienne de la libération. La situation de "dépendance" de l'Amérique latine par rapport aux Etats Unis est vue dans une perspective marxiste (et soviétique) comme "oppression".

L'auteur explicite aussi quelques manifestations marxistes en Amérique latine : les partis communistes, Cuba, la guérilla et l'expérience chilienne de l'Unité populaire. Nous ne citons ici que deux cas :

En janvier 1959, Fidel Castro prend le pouvoir par la guérilla. En avril de la même année il proclame à Washington : "Ni pain sans liberté, ni liberté sans pain. Ni la dictature de l'homme. Ni la dictature d'une classe... le capitalisme sacrifie l'homme. L'Etat communiste pour sa conception totalitaire sacrifie les droits de l'homme. C'est pour cela que nous ne serons pas d'accord avec ni l'un ni l'autre." La position prise par Castro était vraiment intéressante : une troisième voie. Mais cela n'a pas duré longtemps, il a dû choisir : en mai 1961, Cuba a été déclarée République socialiste. Castro va affirmer plus tard : "Je suis marxiste-léniniste et le serai jusqu'à ma mort." Sans aucun doute, le Cuba d'aujourd'hui est en grande partie le Cuba de Castro. On pourrait même dire de Castro et de sa mission : le messianisme libérationniste et la rationalité politico-stratégique se sont conjugués pour sauver le monde de l'oppression capitaliste et bourgeoise. Selon le raisonnement de Revel, on pourrait demander si, après la chute du régime injuste, tout ce que l'on a fait est juste. En tout cas, tout a été fait au nom du socialisme de Marx et de Lénine !

Nous trouvons dans le cas de la voie chilienne vers le socialisme une autre expression historique ; l'expérience a commencé avec l'élection à la présidence de la République du socialiste Salvador Allende lequel, malgré sa situation de minoritaire, était à la tête de l'Unité populaire. Allende, dans son discours inaugural, disait que le chemin du socialisme passe à travers la démocratie, le pluralisme et la liberté. Il disait encore que dans leurs conditions particulières les institutions sociales et politiques du Chili sont aptes à réaliser la mutation permettant de sortir de la "dépendance" pour acquérir l'autonomie par le moyen du socialisme. Quelques mois plus tard il fera appel à la flexibilité du système institutionnel pour créer un nouveau concept institutionnel, pour vaincre légalement le capitalisme. L'étatisation programmée ou dirigée par le gouvernement lui-même, aussi bien que les expropriations, ont eu comme résultat la diminution de l'investissement de capitaux et de la production et la pénurie tant agricole qu'industrielle. Les trois grandes institutions, Eglise, Armée et Parti démocrate chrétien, ont été attaquées par l'Unité populaire qui jouait sur leurs divisions internes. Autrement dit, le gouvernement de l'Unité populaire a essayé de tranquilliser l'Eglise (hiérarchie), de neutraliser l'Armée et de liquider politiquement la Démocratie chrétienne, en même temps

qu'elle démantelait le système économique. En fin de compte, le gouvernement Allende s'est détruit lui-même et l'intervention militaire de septembre 1973 n'a été que le dernier épisode du drame.

En conclusion, F. Moreno affirme que la grande victime de la praxis marxienne est le peuple que l'on prétend libérer alors qu'en fait on *l'utilise* comme un alibi au service d'une idéologie : c'est, selon l'auteur, "l'instrumentalisation" substituée à la libération.

Il s'agit en fait d'une négation sous forme d'un "dépassement" (*superación*) de l'humanisme classique et très particulièrement de l'anthropologie chrétienne. C'est certainement la conséquence logique d'une praxis qui prétend s'identifier à la vérité de l'histoire.

Cette critique du marxisme, qui se réfère à une philosophie chrétienne, soulèvera des objections dont l'auteur est bien conscient. On aimerait suggérer qu'une application de sa méthode à des situations concrètes fasse l'objet d'analyses tenant aussi compte d'autres types d'options (libérales, conservatrices) et de leur rôle historique.

L'Habitation captive (Essai sur la spatialité du logement de masse) Gilles Barbey

Coll. Etudes urbaines et régionales
Editions Georgi, Saint-Saphorin, 1980.
Eliane Perrin, Avenue de Frontenex 5, 1207 Genève.

"(...) le spectre des valeurs affectives qui lient l'habitant à son domicile ne peut être ramené à une simple équation entre sujet et objet. L'environnement n'étant par définition jamais de nature exclusivement "physique" (dès le moment où il compte des acteurs), on ne peut faire abstraction de sa valeur d'utilisation et des significations particulières qu'il revêt aux yeux de ses occupants. Le logement devrait nécessairement être considéré comme un *espace de comportement* (au sens du "behaviour setting" américain). (p. 115-116).

Cette proposition formulée en termes théoriques par Gilles Barbey dans le dernier chapitre de ce remarquable essai, il semble que la bourgeoisie l'ait comprise et inclue petit à petit dans les modifications successives qui marquent l'évolution du logement de masse.

La naissance du logement de masse, au 19e siècle, nous l'observons à New-York, Paris et Berlin. Le pouvoir pare au plus pressé : Randel quadrille Manhattan, Hausmann redécoupe Paris, Hobrecht prolonge le réseau de voies déjà existantes à Berlin, délimitant ainsi îlots et parcelles. Ces tracés n'obéissent pas uniquement aux exigences de la rente foncière, mais également à des conceptions idéologiques différentes. Les ténements new-yorkais regroupent trois familles ouvrières autour d'un hall, d'un escalier et de "privés" communs. A Paris, on hésite, les solutions sont multiples : la cité ouvrière sur le modèle de la caserne, l'immeuble urbain, le pavillon ou la maison bourgeoise avec la ségrégation sociale par étage. Dans les Mietkassen de Berlin, la ségrégation est plus subtile ; elle tient compte à la fois des étages de la cave aux combles et du côté façade (bourgeois) et du côté cour (ghetto ouvrier).

Les solutions sont donc diverses même si le profit est maximum. Mais les problèmes politiques et sociaux sont les mêmes : les classes populaires sont des classes dangereuses, les entasser présente des risques : épidémies (les microbes attaquent toutes les catégories sociales), moeurs contraires à la morale favorisées par la pro-

miscuité, solidarité, organisation et révolte (bien que les révoltes ouvrières concernant le logement soient rares).

Si, dans un premier temps, on instaure réglements et portiers, grilles et concierges, la réponse se dessine dans les modifications du plan des logis eux-mêmes, par la multiplication des chambres disposant d'une fenêtre le long d'un couloir central, puis autour d'une antichambre. Ces modifications proposent des espaces de comportements autres, plus cloisonnés, permettant la séparation des sexes, suggérant l'intimité des chambres, la réunion familiale dans la pièce commune. On élimine les "célibataires-coucheurs", mobiles et peu enracinés, dont la présence au foyer met en péril les vertus conjugales. Ces transformations ont lieu à l'initiative de sociétés charitables et visent une hygiénisation et une moralisation des classes populaires autant que leur mieux-être.

Nous voyons, illustrée par les dessins de l'auteur, s'amorcer une évolution, qui, par hybridations successives, va brouiller de plus en plus les marques appartenantes de ségrégation sociale : façades monumentales, entrées majestueuses, plans d'appartements identiques (mais dimensions différentes). Cependant, il suffit de pénétrer dans l'escalier et le bruit, les odeurs et d'autres détails ténus signalent immédiatement les différences...

A travers une analyse aussi précise que sensible, passant de la morphologie au vécu, l'auteur développe l'hypothèse d'une progressive imprégnation bourgeoisie des modes de vie prolétariens. Il conclut par une série d'hypothèses et de considérations sur l'habitat aujourd'hui, démontant les illusions du logement "flexible", modifiable à l'infini, comme celles d'un logement déterministe qui planifierait les comportements. Il remarque et s'interroge sur le fait que les luttes urbaines restent circonscrites à l'extérieur des maisons sans jamais toucher à l'intérieur du logis, tant l'identification de l'habitant est forte avec ce dernier.

Cet essai ne fait l'économie d'aucune dimension (urbanistique, architecturale, historique, sociologique, psychologique) et présente une synthèse nouvelle, d'une grande sensibilité.

Nations without a State. Ethnic Minorities in Western Europe – C.R. Foster (Ed.)

Praeger Special Studies, New York, 1980.

Aufstand der Provinz. Regionalismus in Westeuropa – D. Gerdes (Hrsg.)

Campus-Verlag, Frankfurt/New York, 1980.

*François Höpflinger, Soziologisches Institut der Universität Zürich,
Wiesenstrasse 9, 8008 Zürich*

Dis Sozialwissenschaften nehmen soziale Phänomene zumeist erst dann zur Kenntnis, wenn sich um diese sozialen Phänomene ein politischer Konflikt entzündet hat. Dies war auch bei der Beschäftigung mit regionalistischen Ansprüchen der Fall : erst die Entstehung und politische Artikulation regionalistischer Bewegungen – inklusiv ihrer mehr oder weniger radikalen politischen Aktionen – führte auch innerhalb der Sozialwissenschaften zur Problematisierung des – unerwartet auftauchenden – Phänomens regionaler Identitäten. Die zwei vorgestellten Publikationen – die parallel entstanden – sind das Ergebnis von Bemühungen, das zuerst unerklärliche Aufkommen regionalistischer Strömungen und Bewegungen in verschiedenen Teilen Europas zu beschreiben und – möglicherweise – auch theoretisch in den Griff zu bekommen.

Da die regionalistischen Bewegungen sich in ihren historischen Traditionen und politischen Ansprüchen stark unterscheiden und in Bezug auf regionalistische Fragestellungen kein einheitlicher theoretischer Bezugsrahmen besteht, dominiert in beiden Publikationen eine mehr segmentäre Gliederung: neben einführenden Beiträgen umfassen beide Publikationen eine Reihe von Artikeln, die sich spezifisch auf eine regionalistische Bewegung Europas beziehen. In beiden Publikationen konzentrieren sich die Beiträge speziell auf die regionalistischen Strömungen in Grossbritannien, Frankreich und Spanien, d.h. auf regionalistische Bewegungen, die sich innerhalb stark zentralisierter Länder bemerkbar gemacht haben. In beiden Publikationen findet sich aber auch je ein Beitrag zur Autonomiebewegung im Schweizer Jura. Demgegenüber bleiben andere ethnische und sprachliche Minderheiten Europas, die sich in den letzten Jahren politisch nicht oder kaum artikuliert haben, in beiden Fällen weitgehend unberücksichtigt.

Obwohl sich beide Bücher auf den ersten Blick thematisch stark überschneiden, zeigen sich jedoch deutliche inhaltliche Unterschiede, dies speziell auch in der theoretischen Perspektive, mit der regionalistische Bewegungen erklärt und beurteilt werden. Während die Beiträge in „Nations without a State“ eine deutliche Affinität zu historisch-strukturellen Erklärungsversuchen aufweisen, sind die Beiträge in „Aufstand der Provinz“ sehr viel stärker politologisch, teilweise auch polit-ökonomisch ausgerichtet. Dies kommt etwa darin zum Ausdruck, dass sich in der deutschen Publikation verschiedene Beiträge explizit mit dem politischen Stellenwert regionalistischer Bewegungen auseinandersetzen (z.B. der Beitrag von E. Krippendorf: Minderheiten und Regionalismus – die politische Perspektive). Demgegenüber werden in der englischen Publikation die historischen Entwicklungen und soziokulturellen Faktoren stärker in den Vordergrund gerückt.

Diese Unterschiede in der Perspektive zeigen sich nicht nur bei den einleitenden Beiträgen, sondern teilweise auch in den einzelnen Fallstudien. So etwa in der Analyse regionalistischer Bewegungen in Spanien: die beiden englischen Beiträge – von R.P. Clark und O. Pi-Sunyer – konzentrieren sich in ihrer Analyse stark auf historische Momente kultureller und industrieller Entwicklung, während im entsprechenden deutschen Beitrag – von D. Nohlen und E. Geiselhardt – eher der polit-ökonomische „Zentrum-Peripherie-Ansatz“ zum Ausgangspunkt genommen wird (und durch die Analyse aber auch wieder relativiert wird). Auch andere Beiträge in „Aufstand der Provinz“ gehen von dependenztheoretischen Ansätzen aus, ein Ansatzpunkt, der in „Nations without a State“ vollständig fehlt.

Insgesamt gesehen liegt die Hauptstärke von „Nations without a State“ darin, dass hier historische Entwicklungen und sozi-kulturelle Faktoren, die bei der Entstehung regionalistischer Bewegungen von Bedeutung waren, recht gut dargestellt sind. Zudem bietet der Einleitungsbeitrag von R. Petrella einen guten, wenn vielleicht auch eher konventionellen, konzeptuellen Rahmen zur analytischen Lokalisierung des Phänomens (indem verschiedene endogene, exogene und intervenierende Bedingungsfaktoren aufgelistet werden).

Die Hauptstärke von „Aufstand in der Provinz“ liegt – neben der ebenfalls gut dokumentierten Einzeldarstellung einzelner regionalistischer Bewegungen – darin, dass der politische Stellenwert und die Aktualisierung regionaler Probleme selbst wieder reflektiert wird (z.B. unter dem Stichwort „Protestbewegungen auf Heimatsuche“ und der Frage nach der Authentizität regionaler Bewegungen). Solche Fragestellungen erscheinen mir persönlich umso zentraler, als man nicht einfach davon ausgehen kann, dass historische, strukturelle und ökonomische Faktoren eine regionale Identität „determinieren“, sondern dass selbstreflexive Mechanismen sozialer und kultureller Art selbst zu den Konstitutionselementen regionalistischer Bewegungen gehören.

Language, Ethnicity and Education in Wales – Bud. B. Khleif

Contributions to the Sociology of Language No 28, Mouton Publishers,
The Hague/Paris/New York, 1980.

*Jacques Amos, Service de la recherche sociologique,
DIP, 8 rue du 31-Décembre, 1207 Genève*

Pourquoi faire dans la *Revue suisse de sociologie* la recension d'un ouvrage écrit par un Américain sur le pays de Galles, et édité à La Haye ? Quelle qu'en soit la raison "officielle", j'ai personnellement pris beaucoup d'intérêt à la lecture de ce livre; moins sur un plan purement sociologique, théorique, abstrait (j'y reviendrai) que sur un plan quotidien, affectif, direct, avec mon bagage d'"honnête homme" de cette fin de 20e siècle. Avec mon attention de citoyen à l'écoute des informations qui lui apprennent la mort de grévistes de la faim irlandais, de nouveaux attentats commis par des Basques, des Palestiniens, des Arméniens, ..., les revendications de Corses, de Bretons, d'Occitans, de Québécois... Avec également mon appartenance à la Suisse, ce pays aux trois langues officielles et à la quatrième langue nationale en perdition. Avec enfin mon ascendance et mon passé jurassiens – nul besoin d'insister !

Liberté, indépendance, autonomie, fédéralisme; impérialisme, (néo-) colonialisme, domination, assimilation, intégration. Affrontements d'intérêts, violences symboliques ou physiques. "Rien n'est simple", affirmait un dessinateur humoristique français dans un premier album. Passéisme versus modernité. Affectivité versus rationalité. "Tout se complique", renchérissait le même humoriste dans un second volume. Le passé lointain ou récent a modelé ces fameuses cartes politiques multicolores dont notre mémoire d'écoller a conservé la trace, et qui, lorsqu'elles accompagnaient les leçons d'histoire, nous montraient comment s'étaient constitués peu à peu les Etats-nations que nous connaissons aujourd'hui, et auxquels certains d'entre nous se trouvent confrontés dans des luttes régionalistes ou ethniques.

Voilà un bien long préambule pour une recension de livre, me dira-t-on. C'est qu'il m'a paru nécessaire d'exprimer le cadre général qui a donné un sens à ma lecture du livre de Khleif, et qui m'a motivé pour en écrire le compte-rendu. Motivation qui n'était pas évidente a priori: le pays de Galles est bien petit, bien lointain, l'auteur du livre n'est pas un des sociologues réputés du temps présent, et une monographie comme celle qu'il a écrite n'accroche pas nécessairement le lecteur. Au fil des pages, cependant, je me suis pris au jeu des événements, des descriptions, des réflexions, et des quelques ébauches théoriques. Il y en a sur de nombreux thèmes: identité collective régionale ou ethnique, mouvements autonomistes, nationalisme, sociologie linguistique, dans leurs rapports à la politique, à l'économie, à l'école, aux classes sociales, à l'histoire, au bilinguisme. Certes, l'ouvrage de Khleif n'est qu'une pierre de plus à un édifice disparate qui, un jour peut-être, nous permettra de mieux comprendre comment se génèrent, se maintiennent et parfois aboutissent ces luttes autonomistes qui font courir tant de jeunes et d'adultes, parfois jusqu'à mort d'homme, et jusqu'au sacrifice de leur propre vie. Et, au-delà, qui nous permettra de mieux comprendre le fonctionnement de nos sociétés, et de l'être humain en leur sein.

Bien petit, bien lointain, le pays de Galles ? Voire... Comme les étudiants parisiens de mai 68 qui se voulaient un jour "tous des juifs allemands", d'autres hommes et d'autres femmes pourraient bien un jour tous se sentir Gallois, ou Palestiniens, ou Sarahouis, ou Bretons, ou Basques. Ou Jurassiens ? Ou Suisses romands ?

Quelques faits. En 1282, les Anglo-normands conquièrent le pays de Galles celtique. A quelques années près, c'est le moment où "nos" cantons primitifs auraient pu connaître une défaite militaire qui aurait menacé leur affirmation d'indé-

pendance. En 1536, la couronne d'Angleterre annexe le pays de Galles (Act of Union); cette date rappelle-t-elle quelque chose aux Vaudois? Selon les recensements britanniques, 80% de la population du pays de Galles parle gallois au début du 18e siècle; deux cents ans plus tard: 50%; en 1921: 37%; en 1961: 26%; en 1971: 21%. Encore faut-il préciser que ces chiffres surévaluent la proportion de la population qui maîtrise effectivement le gallois. De toute façon, seul 1% environ de celle-ci est actuellement monolingue galloise, les 20% restant de gallophones sont en réalité bilingues, les 79% complémentaires monolingues anglais, ou étrangers. Tous ces chiffres ont-ils une résonance pour mes éventuels lecteurs romanches?

Comme ces quelques faits le profilent, "Language, Ethnicity and Education in Wales" se déroule sur arrière-fond de domination, militaire, puis politico-administrative et économique. Pour, à partir de là, analyser le mouvement de renaissance galloise, qui est d'abord linguistique et culturelle, et utilise comme fer de lance l'école, notamment les "Welsh Medium Schools" (écoles en gallois), encore largement minoritaires mais, qui sait, peut-être un jour nouvelle norme et nouvelle pratique d'enseignement.

Certes, il ne faut d'abord voir dans cet ouvrage qu'une étude de cas, bien faite, mais une étude située tout de même dans un contexte plus vaste: celui des colonies internes dans les pays industrialisés, que Khleif appelle avec d'autres "the Third World in the First World". Dans cette perspective, il considère "the Welsh language as a chief determinant of ethnicity" (p. 1). On pourrait dire aussi: un point de ralliement, qui procède d'ailleurs et qui vise autre chose, et que d'autres mouvements autonomistes fondent sur la religion, sur le concept plus vague de culture, ou sur l'ethnie – mode encore disqualifié aux yeux de certains en raison de racismes passés.

Autour de la langue, Khleif met en scène trois facteurs fondamentaux qui façonnent depuis longtemps la réalité du pays de Galles: la domination politico-administrative, la domination économique et l'école, toutes trois britanniques, c'est-à-dire avant tout anglaises. Dans ces trois domaines, les exemples abondent, qui démontrent les mécanismes sous-jacents, sans toutefois en proposer une (re-)construction exhaustive et cohérente. Sans doute aurait-il été trop ambitieux de vouloir analyser simultanément les diverses dimensions de la réalité sociale et de son évolution historique. Il n'en reste pas moins que l'on sera d'autant plus séduit par les thèses de l'auteur que l'on sera soi-même convaincu d'avance de leur justesse. Affirmer cela revient implicitement à souligner les limites méthodologiques de l'étude. Khleif, sociologue de l'éducation américain spécialisé dans les problèmes de minorités, en séjour d'études au pays de Galles, n'a pas fait d'enquêtes par questionnaires ou entretiens représentatives. Il s'est contenté de quelques données statistiques de seconde main, a utilisé des "informateurs" gallois sur lesquels il nous donne peu... d'informations, a grappillé (apparemment tout au moins) dans les documents et dans la littérature scientifique. Dans beaucoup de ses développements et de ses assertions, on en est réduit à le croire sur parole ou à le réfuter par des contre-exemples, et pour bien des lecteurs cela pourrait suffire à disqualifier l'ensemble du livre. A tort, je m'empresse de le préciser, car ils perdraient alors tout ce qu'il contient d'incitation à la réflexion et de pistes de recherche sur les thèmes évoqués plus haut.

Plus particulièrement, comme l'annonce le titre, sur la langue et sur l'école, qui sont omniprésentes dans le texte. La langue d'abord. "Historically, language has been an aspect of stratification, sometimes vice versa. Masters and slaves, coloniser and colonized, conqueror and conquered spoke different languages and dialects; ... Language marks off status." (p. 34). Durant les cent dernières années surtout, les liens entre l'école (anglaise), l'économie (anglophone) et l'aspiration

presque généralisée à la promotion sociale, qui passe par l'une et l'autre, ont joué fondamentalement contre le gallois. La lutte actuelle pour le renouveau du gallois est une lutte pour l'identité nationale. Le gallois, c'est "the language of the heart" (p. 40); en comparaison, l'anglais est la langue de la raison, "the language of getting on" (Khleif rappelle la très expressive manière dont les Québécois qualifient l'anglais : "the language to make money" (p. 278)). Renouveau linguistique qui ne se veut pourtant pas retour à l'isolement dans un idiome spécifique. Le pari des Gallois sensibilisés à ce problème est le bilinguisme généralisé, officiel, et à ce titre également l'ouvrage de Khleif est susceptible d'intéresser les Suisses. Comme ressortissants d'un pays tri- ou quadrilingue, certes, mais également d'un pays de forte immigration, comprenant une population étrangère qui doit devenir le plus souvent bilingue. Très à propos Khleif rappelle que le bilinguisme a deux dimensions : l'une sociale, l'autre individuelle, avec notamment des coûts psycho-sociaux, d'identité par exemple.

Après la langue, l'école. Historiquement, l'école au pays de Galles a été l'agent d'acculturation des couches pauvres aux normes et valeurs des couches sociales supérieures, anglaises en l'occurrence, comme celui de l'anglicisation des Gallois : "One of the devices that zealous school masters employed to terrorize their monoglot Welsh charges into acquisition of English as the sole working language of the school was the Welsh Not. It was a piece of wood, suspended by a string around a child's neck, on which was written 'Welsh Stick' or 'Welsh Not'. Any child caught speaking Welsh by any other child or by the teacher had to wear this device around his neck ... until he caught another child speaking Welsh" (p. 114). En cette matière aussi, le "cas" du pays de Galles ressemble comme un frère à celui de nos régions, où les patois ont été éradiqués au profit d'un français "unificateur" à l'aide des mêmes méthodes.

Mais si l'école a contribué largement à angliciser le pays de Galles, puis à reproduire la dominance linguistique et culturelle anglaise, ne peut-elle pas aujourd'hui jouer les mêmes rôles, au profit du gallois ? L'analyse de la réponse de certains Gallois à cette question forme une des parties les plus intéressantes du livre. Khleif y montre comment l'école devient le facteur primordial de la renaissance linguistique galloise et, au-delà, de la renaissance culturelle, puis nationale, plus particulièrement ici à travers la "gallicisation" de l'enseignement de l'histoire. Cette dernière problématique concerne de nombreuses régions du monde, à commencer par tous les pays qui furent colonisés et tentent aujourd'hui de se réapproprier le discours sur leur passé.

Actuellement déjà, toutes les écoles du pays de Galles, "English Medium Schools" comprises, donnent certains cours en gallois; pour une minorité déjà évoquée d'entre elles, les "Welsh Medium Schools", seules les branches scientifiques sont enseignées en anglais (question de vocabulaire...). Il s'agit là sans doute d'une des rares expériences de revitalisation d'une langue, avec celle bien sûr de l'hébreu en Israël.

Peut-être précisément à cause de ce caractère novateur de l'expérience, l'analyse de Khleif nous laisse quelque peu sur notre faim. J'aurais souhaité personnellement mieux connaître les effets actuels ou prévisibles de ce mouvement, tout au moins mieux en comprendre les attentes et les difficultés. Car il s'agit d'un problème qui concerne actuellement ou pour l'avenir de nombreux Etats, confrontés soit à la double logique du rattachement au passé et des échanges interrégionaux et internationaux, qui postulent souvent des langues différentes, soit encore confrontés à des différences internes aux plans ethnique, linguistique ou culturel. Comme Khleif avait précédemment disséqué les aspects politico-administratifs, économiques et scolaires de la domination anglaise sur le pays de Galles, il aurait pu ici tenter une

analyse des obstacles de même nature qui risquent de limiter les effets de la renaissance galloise, en la réduisant essentiellement à ses dimensions folkloriques. Le pays de Galles, "réserve" galloise, comme il y a aux USA des réserves indiennes? Peut-il y avoir revitalisation culturelle sans autonomie ou indépendance administrative et politique, et sans (ré-)appropriation économique, afin d'éviter l'effet de "getting on"? Peut-on réellement revitaliser une langue à visées culturelles en concurrence avec une langue dominante sur le plan économique? Le cadre théorique englobant de Khleif, celui des colonies internes aux pays industrialisés, évoque plus la capacité du dominant à définir et dire la réalité que celle du dominé à s'affirmer dans le rapport inégalitaire et malgré lui. Ce cadre nous permet de comprendre les luttes d'indépendance régionale ou nationale, si ce n'est les traînées de violence qui enflamment leur sillage. Les Gallois ont pris une autre route, et il serait important de savoir si elle a un véritable avenir. Autrement dit, s'il existe un moyen de concilier des antagonismes qui paraissent être aujourd'hui irréductibles, entre nations comme au sein de nombreux Etats. Le fédéralisme est une réponse possible au plan politique, mais elle ne résoud pas pour autant tous les problèmes, comme nous le savons en Suisse. A quand une contribution suisse, de ce laboratoire vivant, sur les thèmes de "Language, Ethnicity and Education"?

Mobilité spatiale : Bilan et analyse des recherches en Suisse – Michel Bassand
et Marie-Claude Brulhardt

Editions Georgi, Saint-Saphorin, 1980.
Eliane Perrin, Avenue de Frontenex 5, 1207 Genève

Le lecteur ne peut manquer d'être surpris en découvrant que ce livre de 300 pages est formé pour moitié d'une bibliographie (146 pages). Il s'agit en fait d'un ouvrage de commande, exécuté à la demande du groupe d'experts du Programme national du FNRS traitant des problèmes régionaux en Suisse. Le contenu du mandat est la réalisation d'un bilan et d'une bibliographie des recherches en sciences sociales sur la mobilité spatiale en Suisse. Si ceci explique cela, c'est également une indication sur le ton du livre, rédigé nécessairement dans un style "rapport", aussi impersonnel que consciencieux. Autres précisions: ce bilan ne porte que sur la mobilité spatiale des hommes (individus, main d'œuvre, groupes, etc.), excluant la mobilité spatiale des capitaux, technologies, entreprises, informations, institutions, etc. Il ne prend pas non plus en considération la mobilité sociale, professionnelle ou culturelle. Il ne prend pas en compte les études de nature normative ou philosophique sur la question. Comme nous en avertissent les auteurs, ce livre ne contient ni une théorie nouvelle – générale ou de moyenne portée – sur la mobilité spatiale, ni une comparaison internationale systématique et exhaustive des divers types de mobilité. Il s'agit d'un ouvrage de base, d'un point de départ pour des travaux ultérieurs, d'un instrument de travail à consulter plutôt qu'à lire, s'adressant avant tout aux spécialistes des sciences sociales.

Ceci dit, que contient cet ouvrage? Dans un premier temps, les auteurs reprennent les différentes définitions et classifications de la mobilité spatiale, ses diverses explications et interprétations, en distinguant les théories à moyenne portée des théories générales. Ils soulignent le caractère indispensable de ces dernières ainsi que la nécessité de perspectives interdisciplinaires.

Dans un deuxième temps, ils s'attaquent au concret, en partant de l'esquisse d'une histoire de la mobilité spatiale en Suisse ("esquisse" n'est pas un mot trop

modeste puisque le chapitre n'a que quatre pages...), poursuivant avec les migrations internationales et l'immigration étrangère, la mobilité interrégionale (ou migrations internes), les mouvements pendulaires et frontaliers, la mobilité résidentielle et la mobilité de loisir (fin de journée, de semaine, congés annuels, retraite).

Dans un dernier temps, les politiques publiques (immigration, transports, agricole et régionale) sont rappelées. L'ouvrage se conclut par un appel à la réalisation de travaux scientifiques interdisciplinaires, de portée nationale, dépassant les monographies.

Ce type d'ouvrage est paradoxal : travail de titan, il accouche de chapitres squelettiques et d'une bibliographie, monstrueuse souris. Il ne nourrit pas son lecteur, il l'affame en lui signifiant que la nourriture est à chercher ailleurs, dans les quelques 1359 livres de la bibliographie. Tout se passe comme si la frustration des auteurs, acceptée au nom de la science, se transmettait au lecteur, lui rappelant finalement qu'une somme n'est pas encore une pensée.

